



La politique cinématographique et audiovisuelle en France

Xavier LARDOUX –ACRIF– 30 janvier 2023



1. Une construction historique
2. Des moyens conséquents
3. Au service de soutiens industriels et artistiques efficaces
4. Des défis essentiels à relever

1

Une construction historique

1. Naissance – 1946-1948

- Création du CNC et du Festival de Cannes en 1946 sous l'impulsion de Jean Zay (1904-1944)
- Elaboration avec les professionnels d'une réglementation adaptée aux spécificités du cinéma (autorisations d'exercice et contrôle des recettes)
- Le CNC est placé sous l'autorité du ministère en charge du développement économique au moment où il faut reconstruire l'industrie cinématographique (Guerre et concurrence du cinéma américain)
- Création en 1948 de la Taxe Spéciale Additionnelle (environ 10% de chaque billet de cinéma) pour financer le soutien à la production et aux salles.





2. Le Ministère de la culture – 1959

- Création du Ministère de la culture confié à André Malraux et rattachement du CNC
- Création de la Commission consultative du cinéma pour conseiller le ministre (réglementation, régulation et soutien)
- Création de sous-commissions (agrément, avance sur recettes, expansion internationale, affaires générales)
- Le soutien automatique, strictement industriel, créé en 1948, est complété par un soutien « artistique ».





3. Le développement de la télévision - les années 1980

- Création de Canal + en 1984 : en échange de la gratuité du canal 4, l'Etat impose 1 film/jour, 12 mois après la sortie en salle, 25 % du budget de la chaîne doit être consacré au cinéma
- Création en 1986 de la Taxe sur les Services de Télévision (TST-Editeurs) et création au CNC d'un soutien audiovisuel (Compte de soutien aux Industries de Programme -COSIP)
- Privatisation de TF1 (1987) et création d'Arte (1991)
- Décret de 1990 fixant les quotas d'œuvres européennes et d'expression originale française à la télévision
- Baisse importante de la fréquentation en salles parallèlement au succès de Canal + (116 M d'entrées en 1992)





4. Le développement d'Internet – les années 2000

- Principe de la neutralité technologique : tous les distributeurs de contenus audiovisuels doivent contribuer au financement de la création
- Elargissement de la taxe sur la vidéo physique (1993) à la Vidéo à la Demande en 2004 (Taxe sur la vidéo)
- Elargissement de la Taxe sur les Services de Télévision aux Fournisseurs d'Accès à Internet (TST-Distributeurs) en 2007
- La fréquentation en salle rebondit avec la création des multiplexes et des cartes illimitées et atteint 184 M d'entrées en 2002.





5. Le développement des plateformes – les années 2010

- Arrivée sur le marché français de Netflix en 2014.
- Depuis le 1^{er} janvier 2018, taxation en France des plateformes de vidéo payantes (Netflix, Amazon...) et gratuites (Youtube, Dailymotion...) au taux de 2% du chiffre d'affaires réalisé en France.
- La fréquentation en salle dépasse durablement les 200 M d'entrées entre 2009 et 2019 (avec un record à 213 M en 2019)



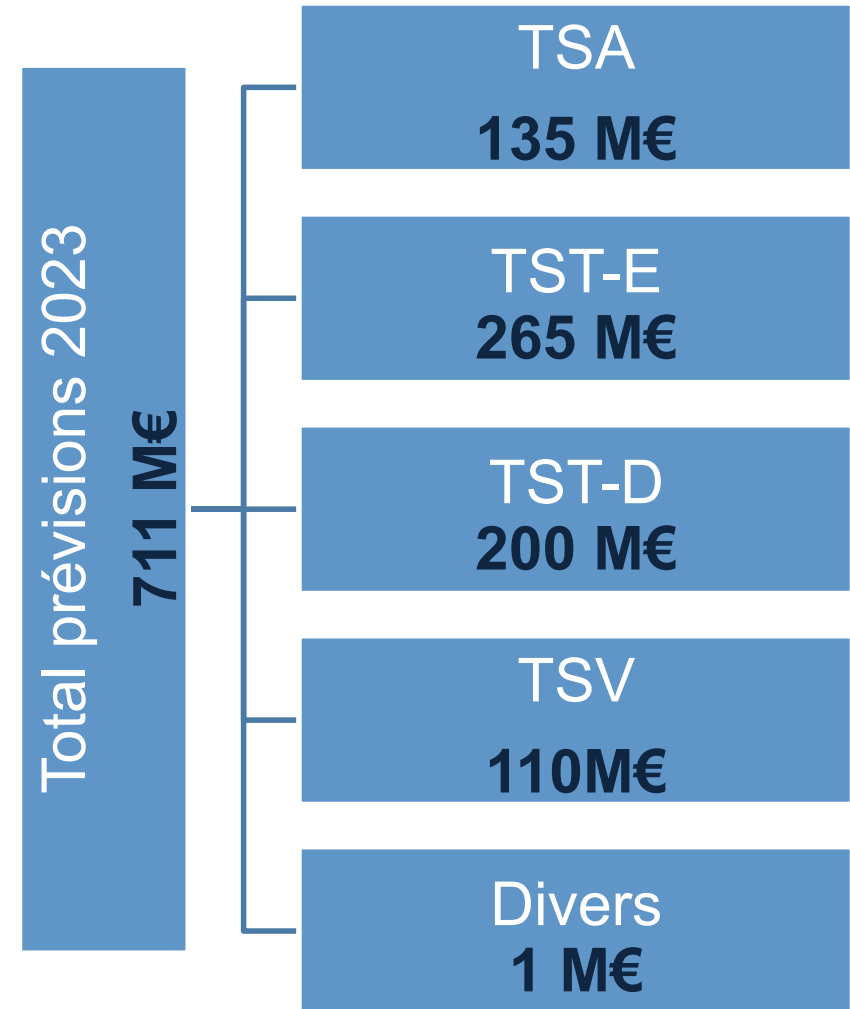
NETFLIX

2

Des moyens
conséquents

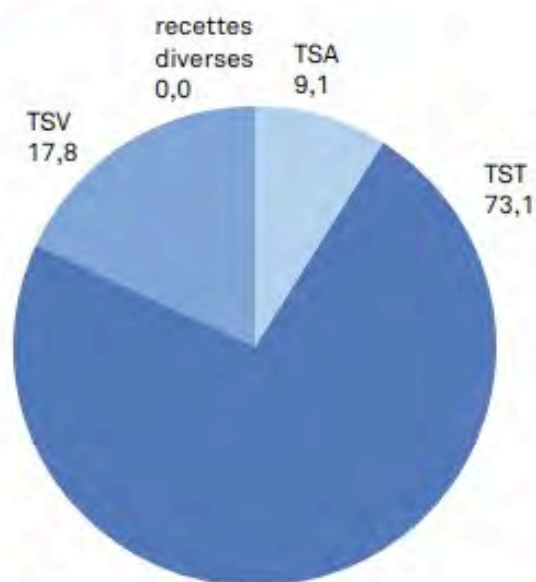
1. Ressources du CNC

- Indépendance par rapport au budget de l'État
- *Toute personne tirant profit de la diffusion d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles doit contribuer à la création de ces œuvres, proportionnellement à son chiffre d'affaires : l'aval finance l'amont.*
- Système de taxes affectées :
 - TSA (10,72 % du billet de cinéma)
 - TST-E (5,15% du CA) et TST-D (0,5 à 7,25%)
 - TSV (5,15% du CA)



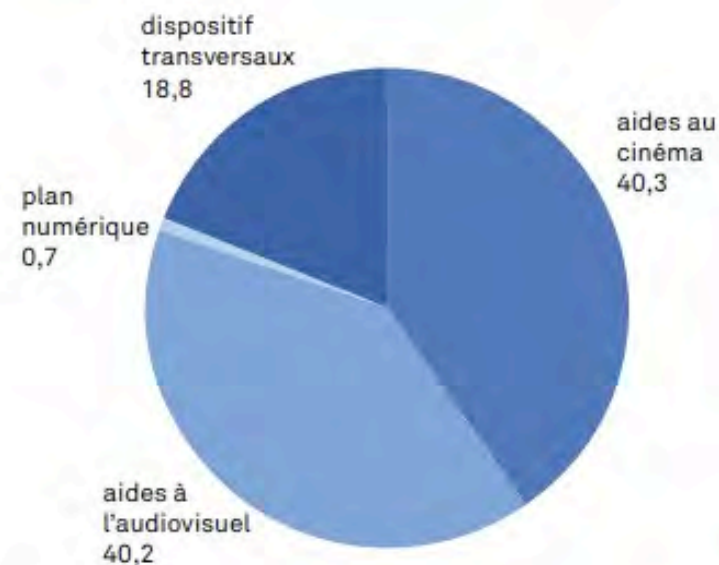
2. Répartition des recettes et des dépenses du CNC

Répartition des recettes du fonds de soutien du CNC en 2021¹ (%)



¹ Exécuté 2021.
Source : CNC.

Répartition des dépenses du fonds de soutien du CNC en 2021¹ (%)



¹ Soutiens sélectifs : nouvelles aides engagées en 2021 ; soutiens automatiques : droits générés en 2021.
Source : CNC.



3.1 Les autres outils de politique publique au-delà du CNC:

les SOFICA (outils de défiscalisation pour les particuliers)

et les crédits d'impôt (réduction de l'impôt sur les sociétés pour les producteurs)

Dépense fiscale en faveur du cinéma 2018-2022

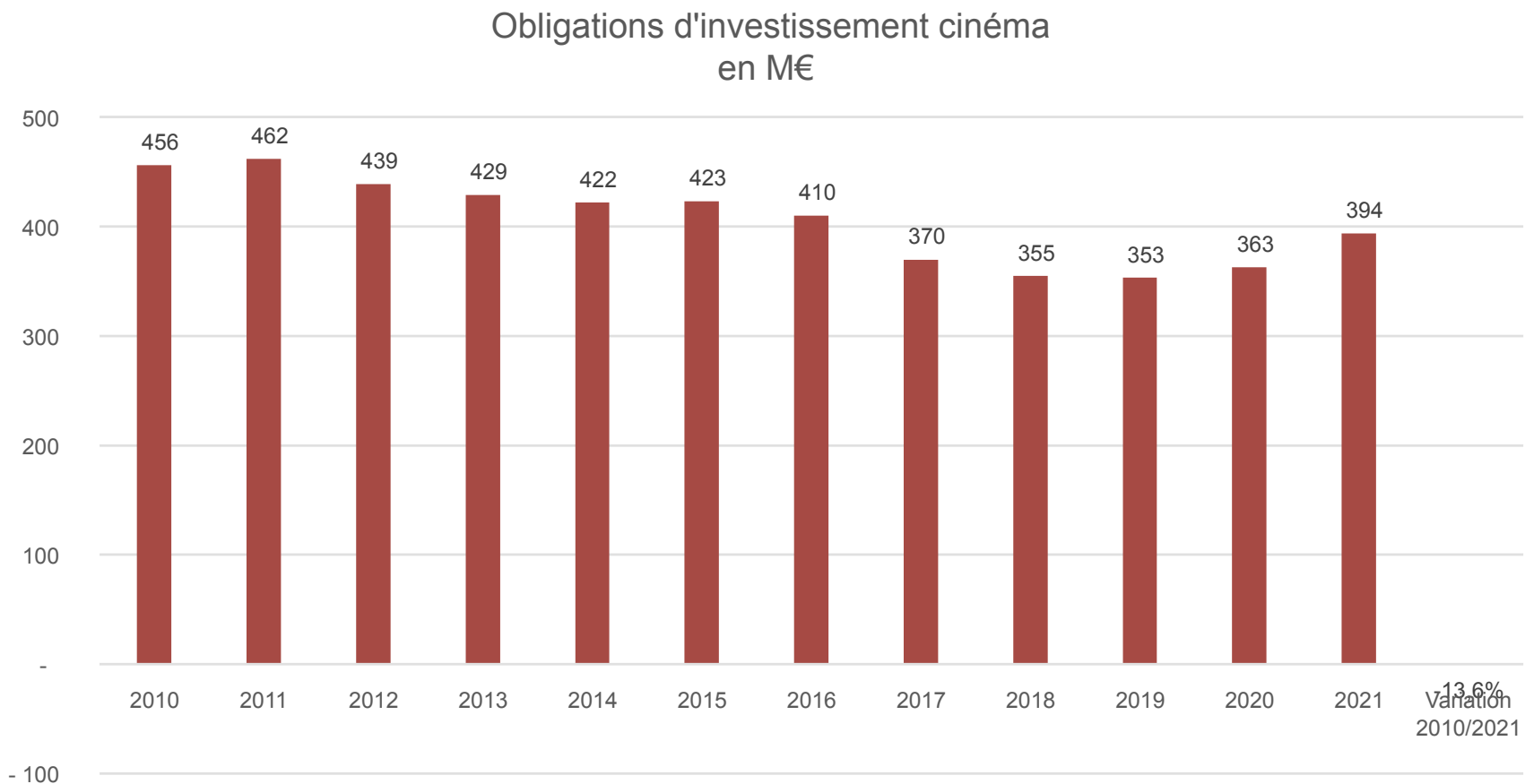
(en millions d'euros)

	2018	2019	2020	2021	Prévision 2022
SOFICA	30,3	30,2	29	29	35
Crédit d'impôt « cinéma »	142,5	121	113	85	85
Crédit d'impôt « audiovisuel »	131	139	148	140	140
Crédit d'impôt « international »	67	56	73	77	97
Crédit d'impôt « jeux vidéo »	24	42	49	63	57
Total	394,8	388,2	412	394	414

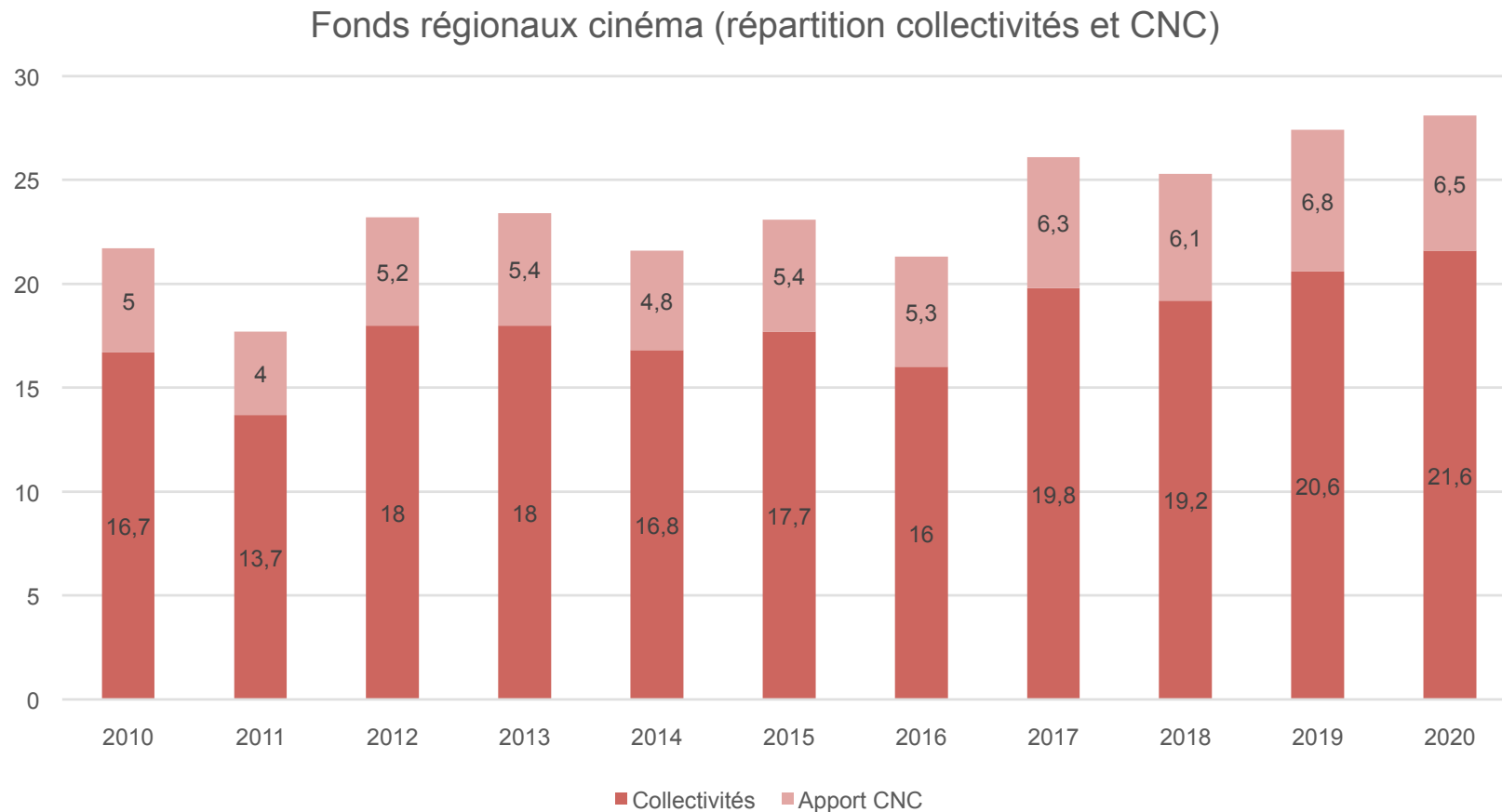
Source : commission des finances, d'après le document stratégique de performance du CNC - Perspectives 2022

3.2. Les autres outils de politique publique :

les obligations d'investissement dans les oeuvres françaises et européennes imposées aux chaînes de télévisions et aux plateformes



3.3. Les autres outils de politique publique : les fonds régionaux



3

...au service de
soutiens industriels et
artistiques efficaces

1. Objectifs du CNC

- Soutenir l'ensemble de la filière cinéma et audiovisuelle (création, distribution, exploitation, exportation, patrimoine, industries techniques)
- Protéger et promouvoir la diversité de la création et de la diffusion
- Accompagner la créativité des réalisateurs, auteurs et jeunes talents
- Préserver et valoriser le patrimoine cinématographique
- Eduquer à l'image et développer la cinéphilie
- Développer la coproduction internationale et l'attractivité du territoire français

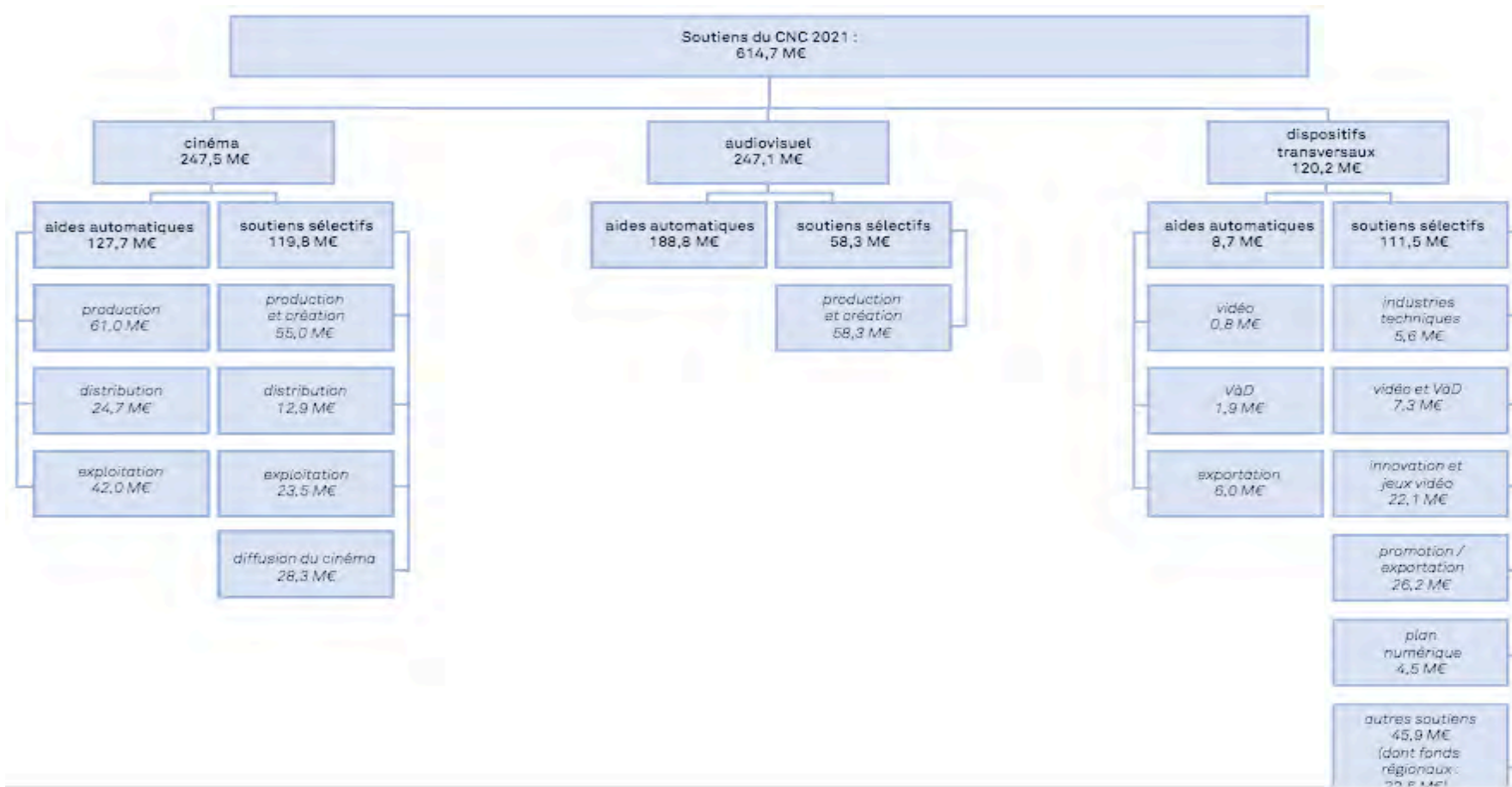




2. Les deux système d'aides

- **Le CNC soutient :**
 - . les œuvres (courts métrages, longs métrages, séries TV)
 - . les lieux et modes de diffusion
(salles de cinéma, plateformes, festivals, associations)
 - . la filière industrielle (image animée, écoles et entreprises du secteur)
 - . et les publics (personnes handicapées avec l'audio-description et sous-titrage des films, par exemple).
- **Les aides automatiques :** primes au succès. Concernent le cinéma (exploitation, distribution, production), la télévision (production) et la vidéo (édition).
- **Les aides sélectives :** commissions de professionnels, critères artistiques. Concernent le cinéma, la télévision, la vidéo, les industries techniques, les nouveaux médias et le patrimoine.

3. Détail des dépenses par secteur



4. Efficacité des outils

4.1. Indicateurs de performance

Chiffres-clés du cinéma dans les cinq principaux marchés européens en 2021

	France	Royaume-Uni	Allemagne	Italie	Espagne
films nationaux produits ¹	265	114	126 ⁴	194 ⁵	268
entrées (millions)	95,6	74,0	42,1	26,6	41,4
évolution (%)	+46,3	+68,3	+10,4	+12,2	+53,5
prix moyen de la place (€)	7,04	8,52	8,87	7,13	6,04
indice de fréquentation ²	1,4	1,1	0,5	0,4	0,9
part du film national (%)	40,6	5,0 ³	21,7	22,5	15,7
nombre d'écrans	6 193	4 610	4 931	5 325 ⁶	3 631
nombre d'écrans pour 100 000 habitants	9,1	6,9	5,9	9,0 ⁴	7,7



4. Efficacité des outils

4.2 Poids économique du secteur (cinéma, audiovisuel et jeu vidéo)

- **40 milliards d'euros de CA en 2019, soit 0,8% du PIB français**
 - . dont 15 milliards pour l'audiovisuel (+2% par an depuis 10 ans)
 - . dont 14,7 milliards pour le cinéma (+0,6% depuis 10 ans)
 - . et 9 milliards pour le jeu vidéo (+5% par an depuis 10 ans)
- **et plus de 300 000 emplois générés.**



4. Efficacité des outils

4.3 Exportation et rayonnement des œuvres

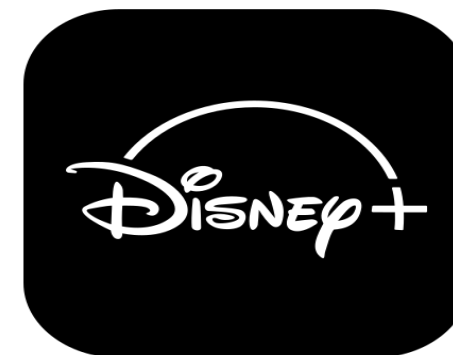
- Cinéma français : 20 M d'entrées dans le monde en 2021 (soit 1,8% des entrées mondiales ; malgré cette faible part de marché mondiale, la France est régulièrement le 2^{ème} exportateur mondial, très loin derrière les Etats-Unis) et 114 M euros de recettes (2,2% des recettes mondiales)
- Audiovisuel français : 2^{ème} niveau record avec 197 M euros de recettes à l'export pour les programmes audiovisuel français en 2021.
- Présence française dans les festivals : record en 2021 avec 202 films sélectionnés et 43 prix dans les 10 plus grands festivals à travers le monde dont la Palme d'or et le Lion d'or.

4

Des défis décisifs

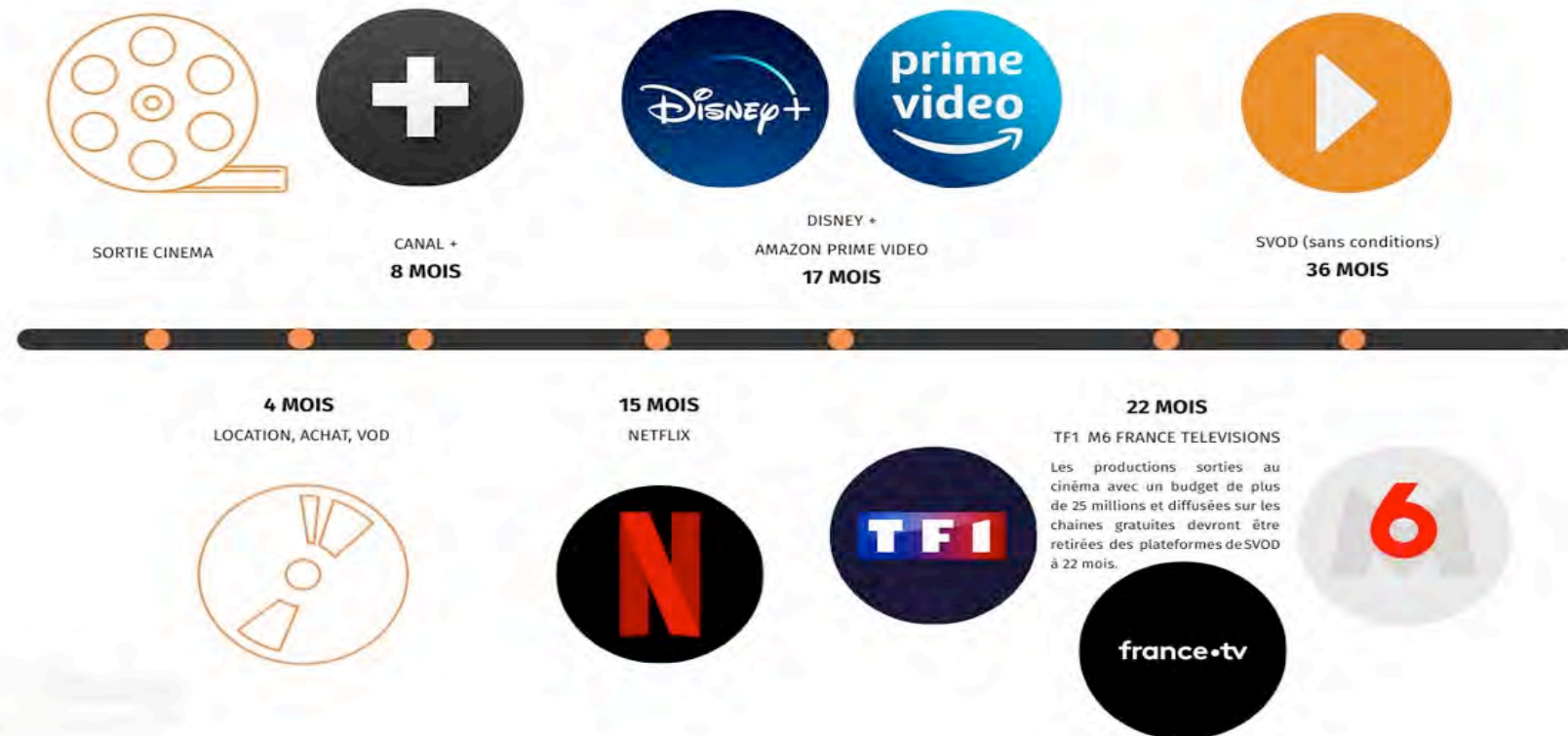
1. Intégrer pleinement les nouveaux modes de diffusion

- Harmonisation des taux de taxation de la TSV (5,15%) par la loi de finances depuis le 1^{er} janvier 2020 juste avant les confinements
- Arrivée sur le marché de Disney + le 7 avril 2020.
- Obligations de préfinancement des œuvres françaises et européennes : décret sur les « services de media audiovisuels » (SMA) du 1^{er} juillet 2021 (20% du CA France de chacune de ces plateformes doivent être investis dans des oeuvres françaises et européennes).





2. Réformer à nouveau la chronologie des médias du 12 février 2022



3. Relever trois enjeux pour améliorer la politique cinématographique et audiovisuelle

- L'amélioration de l'écriture des œuvres françaises (mieux former et mieux rémunérer les scénaristes)
- La reconquête des jeunes dans les salles de cinéma (éducation à l'image, pass Culture)
- La responsabilité sociétale du cinéma et de l'audiovisuel (parité, environnement, handicap...)



PRIX DU SCÉNARIO
FESTIVAL DE CANNES



Le Collectif 50/50

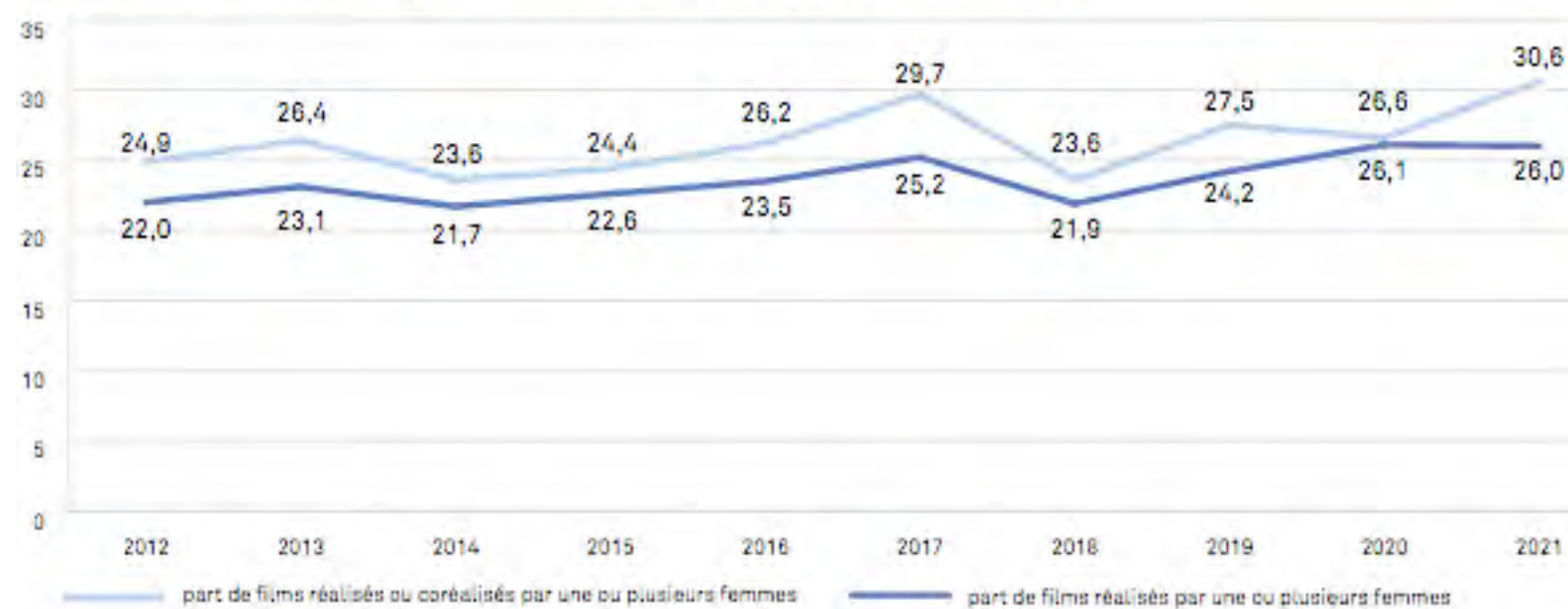


Merci !



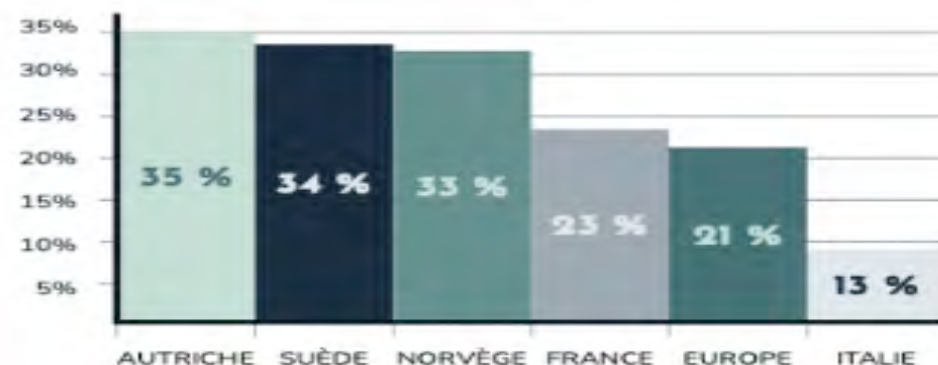
Annexes

Part de films d'initiative française réalisés et coréalisés par des femmes (%)



PART DES FILMS DE RÉALISATRICES

2016-2020 (EXTRAITS) - Chiffres de l'OEA



ÉVOLUTION DE LA PART DES FILMS DE RÉALISATRICES

2016-2020 - Chiffres de l'OEA

